

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 10 JUIN 1926.

Projet de loi de défense sociale à l'égard des anormaux, des délinquants d'habitude et de l'adolescence coupable (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DE LA JUSTICE ET DE LA LÉGIS-
LATION CIVILE ET CRIMINELLE (2), PAR M. CARTON de WIART.

CHAPITRES V ET VI DU PROJET DE LOI.

LES DÉLINQUANTS D'HABITUDE ET L'ADOLESCENCE COUPABLE.

MESSIEURS,

Le projet de loi déposé le 4 août 1923 par M. Tschoffen, Ministre de la Justice, reproduit, avec quelques modifications, celui que l'honorable M. Masson avait déposé le 14 février 1923 et qui avait fait l'objet de deux rapports d'une Commission spéciale, l'un de l'honorable M. Vandervelde relatif aux anormaux, l'autre signé par l'auteur du présent rapport et relatif aux délinquants d'habitude et à l'adolescence coupable.

Les importantes réformes d'ordre pénal, que prévoit ce projet gouvernemental, n'ont en réalité d'autre lien entre elles que le souci de la défense sociale qui les inspire également. Mais elles visent des catégories d'inculpés très dissemblables, et les réformes qu'elles préconisent pour les uns et les autres sont d'un caractère nettement différent. S'il convenait à la Chambre de les examiner séparément, il suffirait, ainsi que le suggérait déjà le rapport du 11 décembre 1924, de réunir les dispositions qui constituent le chapitre V du projet intitulé : « Des récidivistes et des délinquants d'habitude », et le chapitre VI : « De la détention dans une prison-école ». Ces deux chapitres, complétés par les dispositions générales et par une mesure d'ordre transitoire qui s'y rattachent, pourraient même constituer un projet distinct qui ne serait pas de nature, semble-t-il, à provoquer

(1) Projet de loi, n° 124 (Session extraordinaire de 1925).

(2) La Commission, présidée par M. Brunet, est composée de MM. Carton de Wiart, Colleaux, Dejardin, De Winde, Hallet, Jennissen, Masson Meysmans, Poncelet, Sinzot, Somerhausen, Soudan, Standaert, Van Dievoet, Vos.

de longs débats. Il pourrait avoir pour titre : « Projet de loi modifiant la législation pénale relative aux délinquants d'habitude et à l'adolescence coupable ».

I. — LES DÉLINQUANTS D'HABITUDE.

L'Exposé des motifs du projet nous rappelle la fréquence de la récidive et son incidence sur notre criminalité générale. Les statistiques du Département de la Justice établissent, en effet, pour les années 1912-1913-1919, une proportion de 46,36—46,44—36,54 récidivistes sur 100 condamnés.

Dans ces statistiques, la dénomination de récidiviste est prise dans son sens général. Si le chiffre de 1919 est plus favorable que ceux d'avant-guerre, ce fléchissement n'est qu'apparent. Il provient uniquement de l'application de la loi d'amnistie.

Il importe, ne fût-ce qu'à titre de mesure de défense sociale, de mieux armer la société contre les récidivistes. L'effet d'intimidation que produit sur eux la menace de la prison se réduit à peu de chose. D'autre part, les contacts qui s'établissent, dans les prisons, entre les « chevaux de retour » et les condamnés primaires, sont très démoralisants pour ces derniers.

« Habituellement, écrit le Dr Vervaeck dans un rapport présenté au Congrès » de médecine légale tenu à Paris en mai 1924, les récidivistes rentrent, sans » émotion quelconque, dans la vie pénitentiaire et reprennent l'existence qu'ils » menaient lors de leur précédente détention; pour beaucoup, c'est une période » de calme, de repos et de régime dont leur santé physique enregistre les plus » heureuses conséquences. Faut-il s'étonner dès lors que, sur ces habitués, la » menace de la prison reste sans aucun effet inhibiteur: les uns sont trop passifs » et indolents pour s'arrêter à cette pensée; d'autres, de caractère actif, se flattent » d'échapper aux poursuites; d'autres enfin, intoxiqués chroniques, à mentalité » déchuée, ont perdu toute susceptibilité d'intimidation et tout pouvoir de contrôle » sur leurs réactions passionnelles ou instinctives ».

Sans doute, notre législation pénale actuelle n'est pas indifférente à la récidive. Mais elle continue à s'inspirer de la conception doctrinale — dite classique — de 1810 qui, plus préoccupée du délit lui-même que de l'individualité du délinquant, se borne à considérer la récidive *légale*, — qui est assez rare d'ailleurs, — comme une *circonstance aggravante* dont le juge peut, mais ne doit pas tenir compte pour doubler le maximum de la peine prévue par la loi.

Pour renforcer cette aggravation de la peine, l'article 56 du Code Pénal prévoit, dans les mêmes cas, la mise du récidiviste sous la surveillance spéciale de la police pendant 5 ans au moins et 10 ans au plus après sa sortie de la prison.

A cette mise sous la surveillance spéciale de la police, qui ne donne que de médiocres résultats — (dans les grands centres, le contrôle est à peu près impossible; ailleurs, cette mesure a pour effet d'empêcher le « surveillé » de trouver du travail) — le projet substitue une formule plus efficace: la mise à la disposition du Gouvernement, qui protégera sérieusement la société contre les délinquants d'habitude et qui pourra favoriser en quelque mesure leurs chances d'amendement.

En vertu de cette modification dont votre Commission a l'honneur de vous proposer l'adoption, la mise à la disposition du Gouvernement sera désormais *obligatoire* pour le juge en cas de récidive de crime sur crime. Elle le sera aussi

en cas de récidive de délit sur crime et de délit sur délit, si la peine nouvelle est d'au moins un an de prison.

A l'égard du condamné reconnu coupable de récidive de crime sur délit, la mise à la disposition sera *facultative*. Enfin, — par une innovation qui ne laisse point d'être hardie, — et dont l'application exigera assurément beaucoup de tact et de prudence de la part du juge répressif, — tout individu qui aura commis au moins trois crimes ou délits et qui apparaîtra au juge comme « présentant une tendance persistante à la délinquance » pourra aussi être mis à la disposition du Gouvernement.

*
* *

Qu'est-ce que la *mise à la disposition du Gouvernement*? En pratique, c'est l'internement dans un établissement désigné par un arrêté royal et qui peut avoir le caractère d'une maison de travail, d'une colonie agricole, d'une institution publique ou privée de bienfaisance ou d'assistance spéciale, voire d'un hospice, d'un hôpital ou d'un asile spécial réservé à certaines catégories de pensionnaires, suivant leur âge, leurs aptitudes professionnelles, leur état de santé, leurs dispositions morales. La jurisprudence du Département de la Justice, éclairée par l'expérience déjà longue et par la sollicitude qui caractérisent l'Administration de la Bienfaisance publique dans une matière aussi délicate, ne manquera assurément pas de s'adapter aux exigences nouvelles que comportera l'application de la réforme qui nous est proposée. Il n'est pas douteux que l'application de ce nouveau régime entraînera, pour le Ministère de la Justice, de nouvelles et lourdes responsabilités. En autorisant le Gouvernement à disposer de la liberté et en quelque sorte de la vie d'individus, hommes et femmes, qui ont sans doute mérité une telle *capitis diminutio*, mais qui pourraient quelque jour, à la faveur d'influences ou de circonstances heureuses, être restitués à la vie sociale commune sans danger pour l'ordre public, pour la sécurité des personnes et des biens, le projet impose à l'Administration des devoirs qu'elle aura à cœur de remplir. L'internement au delà de l'expiration de la peine proprement dite ne peut trouver sa justification que dans les strictes nécessités de la défense sociale.

Il serait contraire à l'esprit même de la réforme, et nous y insistons avec force, de prolonger cet internement chaque fois que de sérieuses garanties d'amendement ou la perspective d'un reclassement dans la famille ou dans des institutions libres d'un caractère moins sévère permettront de libérer le récidiviste dont le Gouvernement aura la tutelle. Non seulement, dans l'exercice de cette tutelle, l'administration ne devra pas manquer de recourir à des méthodes d'inspection régulière et à une revision périodique et consciencieuse de tous les cas particuliers, mais elle devra veiller aussi à utiliser, à encourager, à provoquer au besoin la collaboration efficace des commissions de surveillance, des comités de patronage et des autorités locales. Dès que les circonstances lui paraîtront justifier la libération anticipée, elle n'hésitera point à autoriser celle-ci, sauf à laisser suspendue sur la tête du libéré la menace d'un internement nouveau, si la conduite du libéré ne répond pas à l'attente du Gouvernement à la disposition duquel il demeure en vertu du jugement. Certes, parmi ces récidivistes, il y aura de lamentables déchets d'humanité, insensibles à l'humiliation de la peine, ayant perdu peu à peu tout pouvoir de contrôle sur leurs instincts pervers. Mais il s'en rencontrera d'autres, pour lesquels le calme, la régularité, la vie au grand air,

Le travail et d'heureuses influences morales pourront déterminer quelque retour favorable.

Il ne faut point que les établissements où seront placés ces récidivistes apparaissent à ceux-ci — quelles qu'aient été leurs fautes, — comme des maisons de travaux forcés à perpétuité au seuil desquelles le « *lasciati ogni speranza* » leur inspirerait un incurable découragement de nature à paralyser en eux toute velléité de se relever. « Il fait toujours matin quelque part », a écrit Longfellow. Si perversi qu'il soit, le délinquant d'habitude peut conserver, en quelque recoin de son âme, de bons sentiments qui sont assoupis, mais qu'une sollicitude dévouée, voire même une circonstance fortuite, peuvent réveiller au profit de l'individu lui-même et pour l'honneur de la famille humaine. La meilleure justification du projet de loi serait de faciliter, — ne fût-ce que dans des cas très rares, — de tels relèvements qui, même lorsqu'ils semblent improbables, ne sont jamais impossibles.

Moyennant ces réserves, votre Commission se rallie au nouveau système préconisé pour remédier aux dangers de la récidive. L'expérience démontrera les mérites ou les inconvénients de ce système. Elle permettra éventuellement au législateur de corriger ce que son œuvre d'aujourd'hui pourrait avoir d'imparfait.

II. — L'ADOLESCENCE COUPABLE.

Quant à la réforme proposée à l'égard de l'adolescence coupable, on sait que la Loi du 15 mai 1912 sur la Protection de l'Enfance a fixé à 16 ans l'âge de la majorité pénale. Le Gouvernement, se ralliant à l'avis de la Commission Royale des Patronages, avait proposé l'âge de 18 ans. La Section centrale de la Chambre et à sa suite le Parlement n'adoptèrent pas cette fixation, estimant qu'après l'âge de 16 ans, le délinquant a le discernement suffisamment développé pour savoir qu'il contrevient à la loi et qu'il doit subir une peine.

La compétence du juge des enfants n'est étendue jusqu'à l'âge de 18 ans que dans deux cas : 1° pour les mineurs qui sont trouvés mendiant ou vagabondant ou qui se livrent habituellement à la mendicité ou au vagabondage (art. 13); 2° pour les mineurs qui, par leur inconduite ou par leur indiscipline, donnent de graves sujets de mécontentement à leurs parents (art. 14).

D'autre part, l'article 37 de la loi du 15 mai 1912, reprenant une disposition de la Loi du 15 février 1897 sur le vagabondage et la mendicité, autorise les Cours et Tribunaux, lorsqu'ils condamnent à un emprisonnement un mineur n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans accomplis, à ordonner qu'il restera à la disposition du Gouvernement depuis l'expiration de sa peine jusqu'à sa majorité.

A l'ancienne préoccupation du discernement, le législateur de 1912 a, comme on le sait, substitué un autre souci : Est-il bon ou est-il mauvais, tant pour l'enfant que pour la société, que le mineur qui a commis un fait qualifié crime ou délit par le Code pénal, soit laissé à sa famille et dans son milieu? L'intérêt social bien compris, qui n'est pas différent de celui de l'enfant, ne recommande-t-il pas en sa faveur des mesures de garde, d'éducation, de surveillance, de protection, et lesquelles? Parmi ces mesures, la plus grave est de mettre l'enfant jusqu'à sa majorité à la disposition du Gouvernement. Si le fait qu'il a commis est qualifié crime par la loi pénale, et que ce crime n'est pas punissable de la peine de mort ou des travaux forcés, la mise à la disposition du Gouvernement pourra être pro-

longée par le juge au delà de la majorité de l'enfant pour un terme qui ne pourra pas dépasser sa vingt-cinquième année (art. 18). Si le fait est punissable, en vertu de la loi pénale ordinaire, de la peine de mort ou des travaux forcés, le juge pourra, s'il met l'enfant à la disposition du Gouvernement, prolonger celle-ci au delà de la majorité de l'intéressé pour un terme de vingt ans au maximum (art. 19).

Le projet de loi qui nous est soumis, en abrogeant l'article 37 de la Loi du 15 mai 1912, se rapproche d'une des idées maîtresses de notre charte sur la Protection de l'Enfance, et réalise indirectement le dessein qu'avait eu le Gouvernement à cette époque en proposant de fixer à 18 ans l'âge de la majorité pénale.

Il n'étend pas la compétence du juge des enfants aux mineurs de 16 à 18 ans, solution qui peut être défendue par d'excellents arguments et que nous nous réservons de proposer en temps et lieu, mais il étend à ces mineurs une des préoccupations principales du législateur de 1912 : éviter d'appliquer le régime de la prison à des sujets pour lesquels ce régime, à cause de leur âge, peut être plus pernicieux qu'utile.

Aujourd'hui, le jeune homme ou la jeune fille qui, âgé de 16 ans accomplis, commet une infraction, doit légalement subir sa peine d'emprisonnement avant d'être mis à la disposition du Gouvernement. Or, on peut considérer qu'à cet âge, la prison ordinaire offre encore, pour quiconque veut voir dans la législation pénale autre chose qu'un appareil purement répressif, beaucoup plus d'inconvénients que d'avantages. Lorsqu'il s'agit de mineurs, elle est trop souvent, suivant le mot fameux du criminaliste américain Henderson, un « tobogan direct pour l'enfer ». D'ailleurs, ainsi que l'Exposé des motifs le signale, le Département de la Justice a déjà, dans la pratique des choses, laissé tomber en désuétude la prescription trop rigoureuse de l'article 37. Il a invité les Parquets à ne pas exécuter la peine d'emprisonnement prononcée contre les condamnés de 16 à 18 ans.

Ces jeunes gens sont directement envoyés dans des prisons-écoles, dont l'organisation a été perfectionnée et régularisée par un arrêté royal du 28 juin 1921, dû à l'heureuse initiative de M. Vandervelde, Ministre de la Justice.

Dorénavant, la loi ne connaîtra donc plus l'emprisonnement correctionnel comme *peine principale* lorsqu'il s'agira de mineurs.

Il appartiendra au juge ordinaire de condamner l'adolescent, soit à l'amende, soit à la détention dans une prison-école jusqu'à 25 ans.

Une telle réforme, qui étend la portée de la Loi sur la Protection de l'Enfance, peut être, croyons-nous, envisagée avec confiance.

Toutefois, ici aussi, le mérite de la réforme dépendra du soin qu'apportera l'Administration de la Justice à exercer une tutelle vigilante sur les jeunes gens qui lui seront confiés et à envisager son action vis-à-vis d'eux dans le même esprit qui anime les juges des enfants à l'égard de leurs justiciables. Le projet n'a pas manqué de décider que la mise à la disposition pourra faire l'objet d'un sursis lorsque l'emprisonnement prononcé en vertu de l'article 26 ne dépassera pas six mois. Il applique aussi à cette matière le correctif de la libération conditionnelle. Celle-ci devra être appliquée, croyons-nous, conformément aux principes généraux qui tiennent compte avant tout, comme motifs de la libération, des chances d'amendement et de reclassement du sujet. Il ne serait pas conforme à l'esprit de la libération conditionnelle, telle que Jules Le Jeune l'a si heureusement introduite dans nos lois, de considérer comme un obstacle à la libération la circonstance qu'un adolescent n'aurait pas acquis toutes les

connaissances techniques nécessaires pour exercer tel ou tel métier qui lui aurait été assigné. Un passage de l'Exposé des motifs nous amène à faire cette remarque : on pourrait en déduire, en effet, que la sortie de la prison-école ne devra être espérée par le jeune détenu que le jour où il justifiera, par un examen technique, des connaissances suffisantes pour pourvoir à son entretien. Une telle formule serait trop absolue et nous ne pourrions nous y rallier. Il peut se produire telles conjonctures où la libération se justifierait pour un détenu qui n'aurait pas réussi un tel examen.

Au cours de la délibération à laquelle le projet a donné lieu, votre Commission a été amenée à examiner divers problèmes qui s'y rattachent plus ou moins directement

« 1° Le régime des prisons-écoles, instauré par la nouvelle législation, ne pourrait-il être appliqué aussi aux mineurs de 18 à 21 ans qui, échappant à la juridiction du juge des enfants, tombent sous l'application de la Loi du 27 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et qui sont aujourd'hui envoyés dans les dépôts de mendicité ou maisons de refuge où leur reclassement est assurément moins bien assuré qu'il ne le serait dans les prisons-écoles ?

2° L'article 14 de la loi sur la Protection de l'enfance, qui a remplacé l'ancien système de la correction paternelle, ne pourrait-il être rendu applicable jusqu'à l'âge de 21 ans ?

3° Le délai de cinq ans, auquel est subordonnée la réhabilitation des condamnés, aux termes de la loi du 25 avril 1896, ne pourrait-il courir désormais, en cas de libération conditionnelle, à partir de la date à laquelle le condamné aurait subi sa peine s'il n'avait pas été condamné conditionnellement ? Ainsi seraient atténuées certaines conséquences fâcheuses de la jurisprudence établie par l'arrêt de la Cour de Cassation du 22 juillet 1901 qui a décidé que le délai de cinq ans ne court, en cas de libération conditionnelle, que du jour où celle-ci est devenue définitive.

Il nous a paru que ces divers problèmes, qui soulèvent de sérieuses controverses juridiques, pourraient, de même que l'extension de la compétence du juge des enfants jusqu'à 18 ans, être réservés sans inconvénients, le projet actuel ne préjugant d'ailleurs en rien leur solution.

D'autre part, le projet de loi ne dit rien de l'application aux pensionnaires de la prison-école de la Loi sur la milice du 10 mars 1923 qui, en son article 49, dispose : « Sont exclus de l'armée et mis à la disposition du Ministre de la Défense Nationale en cas de mobilisation de l'armée :

1°, 2° et 3°

« 4° celui qui a été condamné par un ou plusieurs jugements ou arrêts à une ou plusieurs peines non conditionnelles atteignant ensemble six mois d'emprisonnement du chef de vol, abus de confiance, escroquerie, attentats à la pudeur, viols, corruption de jeunesse, prostitution ou outrages publics aux bonnes mœurs.

» Peut être exclu de l'armée celui qui a été condamné par un ou plusieurs jugements ou arrêts à une ou plusieurs peines conditionnelles atteignant ensemble douze mois de prison du chef de tous délits volontaires prévus par le Code pénal ».

Pour se rendre compte si les jeunes gens « sont ou peuvent être » exclus de l'armée, devra-t-on considérer la peine d'emprisonnement prononcée subsidiaire-

ment à l'envoi dans une prison école par application de l'article 27 ou seulement les faits ayant entraîné la condamnation ?

Il nous paraît, qu'en principe, les jeunes gens envoyés dans les prisons-écoles ne devraient pas être exclus de l'armée, à moins d'inconduite persistante dans ces derniers établissements.

Dans tous les cas, la question se pose de savoir quand, c'est-à-dire à quel moment, les jeunes gens non exclus de l'armée accompliront leurs devoirs militaires.

Nous croyons que les miliciens méritants pourraient être libérés conditionnellement dans ce but.

Sous le bénéfice de ces considérations, votre Commission est unanime, Messieurs, à vous proposer l'adoption des dispositions relatives aux récidivistes et à l'adolescence coupable. Les importantes réformes qu'elles consacrent paraissent de nature à améliorer heureusement notre régime pénal et pénitentiaire.

Le Rapporteur,

H. CARTON DE WIART.

Le Président,

ÉMILE BRUNET.

(N° 341.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 JUNI 1926.

Wetsontwerp

tot bescherming der maatschappij tegen de abnormalen, de
gewoonte-misdadigers en de schuldige jeugd ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE EN DE BURGERLIJKE EN
STRAFRECHTELIJKE WETGEVING (2),
UITGEBRACHT DOOR DEN HEER CARTON de WIART.

HOOFDSTUKKEN V EN VI VAN HET WETSONTWERP.

DE GEWOONTE-MISDADIGERS EN DE SCHULDIGE JEUGD.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp, den 4^e Augustus 1925 ingediend door den toenmaligen Minister van Justitie, den heer Tschoffen, neemt op enkele wijzigingen na, het ontwerp over, dat de achtbare heer Masson den 14^e Februari 1923 had neergelegd en waarover tweemaal, namens eene Bijzondere Commissie, verslag werd uitgebracht : eene eerste maal door den achtbaren heer Vandervelde, betreffende de abnormalen, en een tweede maal door den steller van het aanhangig verslag zelf, betreffende de gewoontemisdadigers en de schuldige jeugd.

De belangrijke hervormingen van strafrechtelijken aard, welke door het Regeeringsontwerp worden voorzien, hebben feitelijk geen ander onderling verband dan de bescherming van de samenleving, eene bezorgdheid die hun ook eigen is. Zij beoogen echter zeer onderscheiden categorieën van verdachten en de voor elk voorgestelde hervormingen zijn van duidelijk verschillende aard. Mocht het de Kamer believen ze afzonderlijk te onderzoeken, dan zou het volstaan, zooals reeds in het verslag van 11 December 1924 werd aangeduid, de bepalingen samen te brengen die het hoofdstuk V van het ontwerp uitmaken en voor titel draagt : « De recidivisten en de gewoontemisdadigers », alsmede die welke het hoofdstuk VI uitmaken, voor titel dragend : « De hechtenis in eene strafschool ». Deze twee hoofdstukken, aangevuld door daarmede in verband staande algemeene bepalingen en een overgangsmaatregel, konden zelfs, een afzonderlijk

(1) Wetsontwerp, n° 124 (Buitengewone Zitting van 1925).

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Brunet, bestond uit de heeren : Carton de Wiart, Colleaux, Dejardin, De Winde, Hallet, Jennissen, Masson, Meysmans, Poncelet, Sinzot, Somerhausen, Soudan, Standaert, Van Dievoet, Vos.

ontwerp uitmaken, dat, mijns dunkens, geene lange debatten uitlokken zou. Het zou voor titel hebben : « Wetsontwerp tot wijziging van de strafwetgeving betreffende de gewoonte-misdadigers en de schuldige jeugd ».

I. — DE GEWOONTE-MISDADIGERS.

De Memorie van Toelichting van het ontwerp wijst ons op het veelvuldig voorkomen van de herhaling en op dezer invloed op de misdadigheid in 't algemeen. De statistiek van het Departement van Justitie stelt inderdaad voor de jaren 1912-1913-1919 eene verhouding vast van 46.36 — 46.44 — 36.54 recidivisten op 100 veroordeelden.

In deze statistiek wordt de benaming « recidivist » in haren algemeenen zin gebruikt. Is het cijfer van 1919 voordeelijker dan die van vóór den oorlog, dan is dit toch maar in schijn, want het ligt eenvoudig aan de toepassing van de amnestie-wet.

Al ware het slechts om de samenleving te beschermen, dient deze doelmatiger gewapend te worden tegen de recidivisten. Op deze is de schrikaanjaging van de bedreiging met gevangenisstraf maar gering. Anderzijds, zijn de aanrakingen welke, in de gevangnissen, tusschen de recidivisten en de overige veroordeelden ontstaan, voor dezen uiterst verderfelijk.

« Persoonlijk — aldus Dr Vervaeck, in een verslag voorgedragen op het » Congres van wettelijke geneeskunde, te Parijs, in Mei 1924 — gaan de recidivisten, zonder eenige gemoedsaandoening, terug naar het gevang en hernemen » er de levenswijze die zij er vroeger leidden ; voor velen is het een tijdperk van » kalmte, rust en van regime, dat de heilzaamste gevolgen heeft voor hunne » lichamelijke gezondheid. Dan moet men niet verwonderd staan, dat de bedreiging met gevangenisstraf zonder vreesaanjagenden invloed blijft op deze » gewoonte-misdadigers : de eenen zijn te vadsig en te onverschillig om bij deze » gedachte te blijven stilstaan ; anderen, meer levendig van aard, vleien zich » aldus aan de vervolgingen te ontsnappen ; anderen nog, de chronisch vergiftigden, met vervallen mentaliteit, hebben alle prikkelbaarheid voor schrik- » aanjaging verloren alsmede alle macht om contróle op de inwerking van hunne » driften en instincten uit te oefenen. »

Gewis, staat onze bestaande strafwetgeving niet onverschillig tegenover de « herhaling ». Niettemin blijft zij nog steunen op de z. g. klassieke leer van 1810, die meer bekommerd was om het wanbedrijf zelf dan om den persoon van den dader en zich, bij gevolg, bepaalt bij de *wettelijke* « herhaling » — welke trouwens tamelijk zeldzaam is — als eene *verzwarende omstandigheid* welke de rechter kan, maar niet moet, in acht nemen om het bij de wet voorzien maximum der straf te verdubbelen.

Om deze strafverzwaring te verscherpen, voorziet artikel 56 van het Strafwetboek, in dezelfde gevallen, het stellen onder bijzonder politie-toezicht van den recidivist, gedurende ten minste vijf en ten hoogste tien jaren, nadat hij de gevangenis verlaten heeft.

Dit bijzonder politie-toezicht, dat slechts geringe uitslagen oplevert — (in de groote centra's is dit toezicht schier onmogelijk, en elders heeft deze maatregel voor gevolg dat de onder-toezichtstaande verhinderd wordt werk te vinden) — wil het ontwerp vervangen door eene meer doeltreffende formule : de gewoonte-misdadigers ter beschikking te stellen van de Regeering, die de samenleving tegen de gewoonte-misdadigers doelmatig beschermen zal en die, in zekere mate, hunne verbetering zou kunnen bevorden.

Krachtens deze wijziging, waarvan de Commissie U de goedkeuring vraagt, zal de terbeschikkingstelling van de Regeering voortaan eene *verplichting* worden voor den rechter, ingeval van herhaling van misdaad na misdaad. Ook wordt zij eene verplichting ingeval van herhaling van wanbedrijf na misdaad en van wanbedrijf na wanbedrijf, indien de nieuwe straf ten minste één jaar gevangenisstraf bedraagt.

Voor den veroordeelde die schuldig wordt bevonden aan herhaling van misdaad na wanbedrijf, is de ter beschikkingstelling niet meer verplichtend, maar toegelaten. Ten slotte — en dit is eene in zekeren zin gewaagde nieuwigheid, waarvan de toepassing voorzeker veel takt en voorzichtigheid eischen zal vanwege den strafrechter — alwie ten minsten drie misdaden of wanbedrijven heeft gepleegd en door den rechter zal worden geacht als « vertoonende eene blijvende neiging voor misdadigheid », kan insgelijks ter beschikking van de Regeering worden gesteld.

Wat beteekent het *ter beschikkingstellen van de Regeering*? In de praktijk beteekent dit het interneeren in een gesticht aangewezen door een Koninklijk besluit, en dat door zijn aard kan zijn een werkhuis, eene landbouwkolonie, eene openbare of private instelling van weldadigheid of van bijzonderen onderstand, desnoods een godshuis, een hospitaal of een bijzonder gesticht bestemd voor zekere categorieën van kostgangers, volgens hun leeftijd, hunne beroepsbekwaamheden, den staat van hunne gezondheid, hun moreele gesteltenissen. De rechtspraak van het departement van Justitie, voorgelicht door eene reeds lange ervaring en door de bezorgdheid die het Bestuur der Openbare Weldadigheid steeds kenmerkt op een zoo delicaat gebied, zal voorzeker niet nalaten zich aan te passen aan de nieuwe vereischen die de toepassing van de ons voorgelegde hervorming medebrengt. Het lijdt geen twijfel dat de toepassing van dit nieuw stelsel voor het Ministerie van Justitie eene nieuwe en zware verantwoordelijkheid medebrengt. Door de Regeering te machtigen om over de vrijheid en, in zekeren zin, over het leven van individuen te beschikken, mannen en vrouwen, die ongetwijfeld een dergelijke *diminutio capitis* verdiend hebben, maar die eenmaal, dank zij gelukkige invloeden of omstandigheden, zullen kunnen teruggeschonken worden aan het gemeenzame sociale leven zonder gevaar voor de openbare orde, voor de veiligheid van personen en goederen, legt het ontwerp aan het Bestuur plichten op die het niet zal nalaten te vervullen. De dwangverpleging na het verstrijken van den eigenlijken straftijd, kan maar verklaard worden door de strenge noodwendigheden van de bescherming der maatschappij.

Het zou in strijd zijn met den geest zelf van de hervorming, en wij leggen er den nadruk op, deze dwangverpleging te verlengen telkens wanneer ernstige waarborgen van verbetering of het vooruitzicht van eene herclassering in de familie of in vrije instellingen met een minder streng karakter, toelaten den recidivist, waarover de Regeering voogdij uitoefent, vrij te laten. Niet alleen in de uitoefening van deze voogdij, zal het bestuur niet mogen nalaten over te gaan tot een geregeld toezicht en eene periodieke en gewetensvolle herziening van al de bijzondere gevallen; maar zij zal er ook moeten voor zorgen de doelmatige medewerking van de bewakingscommissiën, van de beschermingscomiteitën en van de plaatselijke overheid te gebruiken, aan te moedigen en uit te lokken. Zoodra de omstandigheden eene voortijdige invrijheidstelling schijnen te rechtvaardigen, zal zij niet aarzelen deze toe te laten, met evenwel boven het

hoofd van den vrijgestelde steeds de bedreiging te laten hangen van eene nieuwe interneering indien zijn gedrag niet beantwoordt aan de verwachtingen van de Regeering tot welker beschikking hij blijft krachtens het vonnis. Zeker, onder de recidivisten zullen er treurige uitschotten van de menschheid zijn, ongevoelig voor de vernedering van de straf, en die langzamerhand alle beheersching over hunne bedorven instincten verloren hebben. Maar er zullen er ook anderen zijn, bij dewelke de kalmte, het geregeld bestaan, het leven in de open lucht, de arbeid en de goede moreele invloeden een gelukkigen ommekeer kunnen teweegbrengen.

De gestichten, waarin deze recidivisten — welke ook hunne fouten geweest zijn — zullen geplaatst worden, mogen hun niet toeschijnen als huizen van een levenslangen dwangarbeid op welks dorpel het *lasciati ogni speranza* hun in een afgrond van moedeloosheid zou dompelen, die elk verlangen om zich weer op te richten zou dooden. « Het is altijd ergens morgen », heeft Longfellow geschreven. Hoe verdorven hij ook weze, kan de gewoontemisdadiger in een verborgen hoekje van zijn ziel toch nog goede gevoelens hebben bewaard, die zijn ingeslapen, maar die door toewijding, zelfs door eene onverwachte omstandigheid kunnen wakker worden tot groot voordeel van den persoon zelf en tot eer van het menscdom. De beste verklaring van het wetsontwerp zou zijn dergelijke gevallen aan te moedigen, al ware het maar in zeldzame gevallen, die zelfs wanneer zij onwaarschijnlijk blijken, toch nooit onmogelijk zijn.

Onder dit voorbehoud, sluit uwe Commissie zich bij het nieuwe stelsel aan om de gevaren van het hervallen te bestrijden. De ervaring zal de verdiensten en de bezwaren van dit stelsel aanwijzen. Zij zal eventueel aan den wetgever toelaten de onvolmaaktheden van zijn tegenwoordig werk te verbeteren.

II. — DE MISDADIGE JEUGD.

Wat betreft de hervorming voorgesteld ten opzichte van de misdadige jeugd, men weet dat de wet van 15 Mei 1912 op de Kinderbescherming de straf-meerderjarigheid heeft vastgesteld op 16 jaar. De Regeering, ingaande op het advies van de Koninklijke Beschermings-Commissie, had den leeftijd van 18 jaar voorgesteld. De Middenafdeeling van de Kamer en de Kamer zelf namen dezen leeftijd niet aan, daar ze oordeelden dat, eens 16 jaar, het verstand van den misdadiger genoeg ontwikkeld is om te begrijpen dat hij de wet overtreedt en eene straf moet ondergaan.

De bevoegdheid van den kinderrechter gaat slechts tot 18 jaar in twee gevallen : 1^o voor minderjarigen die als bedelaars of landloopers betrapt worden of die zich gewoonlijk overleveren aan bedelarij of landlooperij (art. 13); 2^o voor de minderjarigen die door hun wangedrag of tuchteloosheid ernstige redenen geven tot ontevredenheid aan hunne ouders (art. 14).

Anderzijds, artikel 37 der wet van 15 Mei 1912, dat eene bepaling overneemt uit de wet van 15 Februari 1897 op de landlooperij en de bedelarij, verleent aan de Hoven en Rechtbanken, wanneer deze een minderjarige die den leeftijd van ten volle 18 jaren niet heeft bereikt, tot gevangenisstraf veroordeelen, machtiging om deze ter beschikking van de Regeering te stellen vanaf het einde zijner straf-uitboeting tot zijne meerderjarigheid.

De wetgever van 1912 heeft dus het vroeger oordeel des onderscheids vervangen door een andere becommening : Is het goed of is het slecht, zoo voor het kind als voor de samenleving, dat de minderjarige die eene daad heeft gepleegd welke

door de Strafwet als misdad of als wanbedrijf wordt omschreven, aan zijne familie en in zijn midden wordt gelaten? Is het niet wenschelijk, met het oog op het sociaal belang dat niet anders is dan het belang van het kind, ten opzichte van dit laatste maatregelen te treffen tot zijne bewaking, zijne opvoeding, zijn toezicht, zijne bescherming, en welke maatregelen dan? Onder deze maatregelen is de ergste die, waardoor het kind tot zijne meerderjarigheid ter beschikking van de Regeering wordt gesteld. Wordt de daad die het kind gepleegd heeft, door het Strafwetboek als misdad omschreven, en is deze misdad niet strafbaar met de doodstraf of met dwangarbeid, dan kan de ter-beschikkingstelling van de Regeering door den rechter verlengd worden tot na de meerderjarigheid van het kind, voor een termijn die zijn 25^e jaar niet mag overschrijden (art. 18). Is de gepleegde daad strafbaar, krachtens de gewone strafwetten, met de doodstraf of met dwangarbeid, dan kan de rechter, zoo hij het kind ter beschikking van de Regeering stelt, deze ter-beschikkingstelling verlengen tot na de meerderjarigheid van den betrokkene voor een termijn van ten hoogste twintig jaar (art. 19).

Het ons thans voorgelegde wetsontwerp, waarbij artikel 37 der wet van 15 Mei 1912 wordt ingetrokken, benadert eene der leidende gedachten van de wet op de Kinderbescherming, en verwezenlijkt onrechtstreeks de bedoeling welke de Regeering destijds had met haar voorstel tot vaststelling van den leeftijd der strafmeerderjarigheid op 18 jaar.

Het breidt de bevoegdheid van den kinderrechter niet uit tot de minderjarigen van 16 tot 18 jaar, — welke oplossing op zeer goede bewijsgronden kan verdedigd worden en die wij ook te harer ure zullen voorstellen, — doch het strekt tot deze minderjarigen eene der voornaamste bekommelingen uit van den wetgever van 1912 : vermijden het regime der gevangenis toe te passen op personen voor dewelke dit stelsel, wegens hun leeftijd, eerder na- dan voordeelig kan zijn.

Zoo, op den huidigen dag, eene jongeling of eene meisje van volle zestien jaar oud een misdrijf begaan, dan moeten zij, volgens de wet, de gevangenisstraf ondergaan alvorens ter beschikking van de Regeering gesteld te worden. Men kan echter aannemen dat, op dien leeftijd, de gevangenis, voor alwie in de strafwetgeving iets anders wil zien dan een betengelingswerktuig, meer nadeelen dan voordeelen oplevert. Voor de minderjarigen is zij dikwijls, naar de bekende uitdrukking van den Amerikaanschen criminalist Henderson, een « rechtstreeksche tobogan naar de hel ». Zooals trouwens de Memorie van Toelichting het doet opmerken, heeft het Departement van Justitie in feite de al te strenge voorschriften van artikel 37 in onbruik laten vallen. Het heeft de Parketten uitgenoodigd de gevangenisstraf niet ten uitvoer te brengen uitgesproken tegen veroordeelden van 16 tot 18 jaar.

Deze jongelieden worden rechtstreeks gezonden naar de strafschoolen waarvan de inrichting verbeterd en geregulariseerd werd krachtens een Koninklijk besluit van 28 Juni 1921, dank zij het deugdelijk initiatief van den heer Vanderfelde, Minister van Justitie.

Voortaan, zal dus in de wet de correctioneele gevangenisstraf, *als hoofdstraf* niet meer voorkomen, als het minderjarigen geldt.

De gewone rechter zal de jongelieden hetzij tot eene geldboete, hetzij tot hechtenis in een gevangenschool, tot 25 jarigen ouderdom, veroordeelen.

Eene dergelijke hervorming, die de draagwijdte van de wet op de kinderbescherming uitbreidt, mag, onzes inziens, met vertrouwen tegemoet gezien worden.

Hier ook echter zal de verdienste van de hervorming afhangen van de zorg waarmee het Beheer van de Justitie een waakzame oogdij zal uitoefenen ten

aanzien van de jongelieden die er zullen aan toevertrouwd worden en van de zorg waarmede het zijn rol, ten aanzien dezer jongelieden, in denzelfden geest als dien der kinderrechters ten aanzien van de onder hun rechtsgebied behoorenden, zal vervullen. Het ontwerp heeft niet nagelaten te beslissen dat de beschikbaarstelling zal vatbaar zijn voor uitstel, zoo de gevangenisstraf, krachtens artikel 26 uitgesproken, niet zes maanden overschrijdt. Het past dienaangaande ook het principe toe van de voorwaardelijke invrijheidstelling. Deze zal, meenen wij, moeten toegepast worden, overeenkomstig de algemeene principes die vooral rekening houden, wat betreft de gronden voor de invrijheidstelling, met de mogelijkheden van zedelijke verbetering en herklasseering van den veroordeelde. Het zou niet overeenkomen met den geest der voorwaardelijke invrijheidstelling, door Jules Le Jeune op eene zoo gelukkige wijze in onze wetten gebracht, als een hinderpaal voor de invrijheidstelling te beschouwen, de omstandigheid dat een minderjarige niet al de noodige technische kennissen zou bezitten om den eenen of anderen stiel uit te oefenen waarvoor men hem zou hebben aangewezen. Een gedeelte van de Memorie van Toelichting geeft ons deze opmerking in : men zou er kunnen uit besluiten dat inderdaad het verlaten van de gevangenschool niet mag verhoopt worden door den jeugdigen gevangene dan wanneer hij door het afleggen van een technisch examen zal bewijzen op voldoende wijze den stiel te kennen die hem moet toelaten in zijn levensonderhoud te voorzien. Dergelijke formule zou te streng zijn en wij zouden tot dezelve niet kunnen toetreden. Er kunnen omstandigheden voorkomen waarin de invrijheidstelling gerechtvaardigd zou zijn voor een gevangene die zulk examen niet zou hebben kunnen afleggen.

. . .

In den loop van de besprekingen waartoe dit ontwerp heeft aanleiding gegeven, kwam uwe Commissie er toe onderscheidene punten, die daarmede een min of meer rechtstreeksch verband houden, te onderzoeken :

1° Zou het regime van de strafschole, ingevoerd door de nieuwe wetgeving, ook niet kunnen toegepast worden op de minderjarigen van 18 tot 21 jaar die, aan de jurisdictie van den kinderrechter ontsnappende, onder toepassing vallen van de wet van 27 November 1891 tot beteugeling van de landlooperij en die thans naar bedelaarsgestichten of toevluchtshuizen worden gezonden, alwaar hun wederopheffing min goed verzekerd is dan ze het in de strafschole zou zijn ?

2° Zou artikel 14 der wet op de Kinderbescherming, welke het oude stelsel der onderlijke tuchtiging heeft vervangen, niet toepasselijk kunnen gemaakt worden tot op 21 jarigen ouderdom ?

3° Zou de termijn van vijf jaar, waaraan de rehabilitatie der veroordeelden, naar luid van de wet van 25 April 1896 is onderworpen, voortaan niet kunnen loopen van af den datum waarop de veroordeelde zijne straf zou hebben ondergaan indien hij niet voorwaardelijk veroordeeld ware geweest ? Op die wijze zouden zekere bezwaarlijke gevolgen van de rechtspraak, door het Hof van Cassatie dd. 22 Juli 1901 gevestigd, worden verzacht. Deze rechtspraak luidt, dat de termijn van 5 jaar, in geval van voorwaardelijke veroordeeling, slechts loopt vanaf den dag waarop deze veroordeeling onherroepelijk is geworden.

Het scheen ons toe dat die onderscheidene vraagpunten, welke ernstige rechtsgeschillen doen oprijzen, evenals de uitbreiding van de bevoegdheid des rechters tot 18 jaar, zonder bezwaar zouden kunnen worden voorbehouden, dewijl onderhavig ontwerp in geen deele op hunne oplossing vooruitloopt.

Anderzijds, zegt het wetsontwerp ook niets van de toepassing op de inwonenden der strafschool van de militiewet van 10 Maart 1923, waarvan artikel 49 bepaalt : « worden niet toegelaten tot den dienst en, in geval van mobilisatie, ter beschikking van den Minister van Landsverdediging gesteld :

1°, 2°, en 3°

4° hij die bij een of meer vonnissen of arresten onvoorwaardelijk tot eene of meer straffen van te zamen zes maanden gevangenisstraf werd veroordeeld wegens diefstal, misbruik van vertrouwen, aftruggelarij, aanranding der eerbaarheid, verkrachting, verderf der jeugd, ontucht of openbare zedenschennis.

« Kan tot den legerdienst niet toegelaten worden, hij die bij een of meer vonnissen of arresten tot eene of meerder voorwaardelijke straffen welke samen twaalf maanden gevangenisstraf bereiken uit hoofde van om 't even welke door het Strafwetboek voorziene vrijwillige wanbedrijven. »

Om zich te vergewissen of de jongelieden « uitgesloten zijn of mogen uitgesloten worden » van het leger, zal men in aanmerking moeten nemen, de gevangenisstraf die uitgesproken wordt ter vervanging van de interneering in eene strafschool krachtens artikel 27 of enkel de feiten die aanleiding gaven tot de veroordeeling?

Het schijnt ons dat, in beginsel, de jongelieden die in de strafschoolen gezonden zijn, niet uit het leger zouden moeten gesloten worden, tenzij hun wangedrag in deze inrichtingen zou voortduren.

In alle gevallen dient geweten te worden wanneer, d. i. op welk oogenblik de uit het leger gesloten jongelieden, hun militairen dienstplicht zullen moeten vervullen.

Wij meenen dat de verdienstelijke militieplichtigen te dien einde voorwaardelijk in vrijheid zouden kunnen gesteld worden.

Mits inachtneming van deze beschouwingen, is uwe Commissie het eens, Mijne Heeren, u de aanneming voor te stellen van de bepalingen betreffende de recidivisten en de schuldige jeugd. De aanzienlijke hervormingen welke daardoor worden ingevoerd schijnen van aard om op heilzame wijze ons straf- en gevangeniswezen te verbeteren.

De Verslaggever,

H. CARTON DE WIART.

De Voorzitter,

EMILE BRUNET.